



L'accès au marché chinois. Une donnée clef pour comprendre les évolutions de la zone euro ?

Xavier Dupret
Mai 2019
14.700 signes

La France est, dit-on, un pays dont les exportations sont essentiellement tournées vers l'Europe. On note, toutefois, une importance croissante du géant chinois dans le commerce extérieur français (4,3% des exportations françaises en 2017 contre 1,2% en 1999).

La comparaison avec l'Allemagne peut s'avérer instructive. La patrie de Goethe avait, en 2017, pour principaux partenaires commerciaux la France, les Etats-Unis et le Chine qui représentaient, respectivement, 7,8%, 8,4% et 7,1% des exportations allemandes. Donc sur le podium des exportations allemandes, on retrouve devant la France, un pays de l'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique. On notera également l'impressionnante progression de la Chine dans les exportations allemandes puisqu'il faut signaler, pour ce poste, une multiplication par 4 depuis 1993.

Couple franco-italien versus Allemagne

C'est là un signe évident d'ouverture de l'Allemagne sur le monde. Plus globalement, l'Union européenne ne comptait plus, en 2013, que pour 56,96 % des exportations allemandes avec l'extérieur contre 65,20% en 2003. Ces chiffres traduisent « une tendance à la baisse malgré l'ouverture aux pays d'Europe centrale »¹. En 2013, la part occupée par le Japon et les Etats-Unis dans les exportations de l'Allemagne était de l'ordre de 7,59% (10% en 1993)². En revanche, la part des émergents et du Sud n'a cessé de croître dans les exportations

¹ Hans Brodersen, *Vers le grand large ? Le commerce extérieur allemand entre l'UE et les BRICS*, Note du Cerfa 117, Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa), Institut français des relations internationales (Ifri), Paris, novembre 2014, p.38.

² Hans Brodersen, op.cit., p.10.

allemandes.

On remarquera également que « le « succès » allemand repose essentiellement sur 2 grandes branches : la machine-outil et l'automobile. L'équipement électrique se positionne également bien »³. Examinons donc les évolutions comparées de ces différents articles d'exportation pour les trois grands pays industrialisés de la zone euro, à savoir l'Allemagne, la France et l'Italie. Commençons par l'automobile. Afin d'avoir une vue la plus complète possible des évolutions dans ce secteur, on a eu recours à une base de données plus sophistiquée, en l'occurrence, celle du Centre du commerce international (CCI, ou International Trade Centre, ITC), l'agence commune à l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation des Nations unies. Ce choix a permis d'ajouter les exportations de véhicules à celles des pièces automobiles de façon à disposer des données les plus précises possibles.

On s'aperçoit qu'en 2018, les exportations de voitures et de pièces automobiles de l'Allemagne vers le monde se chiffraient à 263,734 milliards de dollars. Dans le même secteur, les exportations françaises et italiennes dans ce secteur s'élevaient respectivement, cette année-là, à 56,503 milliards et 45,02 milliards de dollars. En 2018, les exportations françaises et italiennes représentaient donc 23,87% et 17,07% de celles de l'Allemagne dans ce secteur. Avant l'adoption de l'euro, les chiffres étaient les suivants. En 2001, l'Allemagne avait exporté pour 99,6 milliards de dollars de voitures dans le monde contre 37,9 pour la France et 19,84 milliards dans le cas de l'Italie. En proportions, les exportations françaises et italiennes, dans le secteur, représentaient 38,05% et 20% de celles de l'Allemagne. La chute est légère dans le cas de l'Italie mais importante pour ce qui est du cas français. Dès 2001-2002, l'entrée au sein de l'eurozone a désavantagé les exportations automobiles françaises et, dans une moindre mesure, italiennes.

Le passage à la monnaie unique s'est traduit pour les producteurs français et italiens par l'adoption d'une monnaie au cours de change plus élevé que le franc ou la lire alors que cette même opération représentait une dévaluation par rapport au deutsche mark dans le cas des producteurs allemands. Le prix relatif des productions automobiles allemandes, connues pour leur robustesse et leur fiabilité, est devenu plus intéressant que celui des voitures françaises et italiennes.

De manière plus globale, on peut voir qu'avant l'introduction de l'euro, les exportations allemandes affichaient un total de 571,4 milliards de dollars en 2001 contre 289 milliards pour la France (50,6% des exportations allemandes) et 244,5 milliards pour l'Italie (42,7% des exportations allemandes). En 2018, l'Allemagne a exporté pour 1.557 milliards de dollars contre 568,49 milliards pour la France (36,5% des exportations allemandes) et 546,9 milliards dans le cas de l'Italie (soit 35,13% des exportations allemandes)⁴.

Ces chiffres traduisent, d'évidence, une perte de force de frappe des exportations françaises et italiennes. Il faut corréliser cette dernière au renchérissement des exportations françaises et italiennes sans lien avec une augmentation de valeur ajoutée qui eût justifié une telle modification des prix relatifs face aux productions allemandes. Dès lors, la France et l'Italie ont été bloquées dans leur accès aux nouveaux marchés émergents, suite à l'adoption de la zone euro. C'est par cette médiation, c'est-à-dire l'accès à de nouveaux marchés et de

³ Hans Brodersen, op.cit, p.24.

⁴ ITC, Trade Map, mai 2019.

nouveaux consommateurs émergents chez les émergents, que l'on peut établir un lien concret et matériel entre l'adoption de l'euro et la perte de prospérité pour ces deux pays.

Il y a peu, une étude allemande⁵ pointait, à juste titre, une perte de prospérité pour la France et l'Italie suite à l'adoption de l'euro. Nous venons de voir que sans faire intervenir la montée des émergents (et en particulier, de la Chine), il était difficile de montrer en quoi l'adoption de la monnaie unique avait influé sur les capacités exportatrices de la France et de l'Italie.

Nous ne sommes donc pas encore au bout de nos peines. L'étude, citée plus haut, se concentre exclusivement sur des statistiques macroéconomiques relatives à la croissance du PIB. C'est sur cette base particulièrement fragile qu'elle entrevoit, pour la Grèce, un accroissement (modeste) de prospérité per capita de l'ordre de 190 euros entre 1999 et 2017⁶. Il nous reste, dès lors, à expliquer, en quoi l'euro aurait pu apporter un (modeste) surcroît de prospérité à l'économie grecque.

Désindustrialisation et financiarisation

Pour ce faire, il faut sortir de l'analyse purement statistique afin d'envisager les liens logiques existant entre désindustrialisation et financiarisation de l'économie. En effet, la financiarisation d'une économie « n'est pas un épiphénomène. Elle touche au cœur de l'organisation du capitalisme contemporain, car le capital fictif a pris une place centrale dans le procès général d'accumulation du capital. Ce capital fictif, qui s'incarne sous forme de créances, d'actions et de produits financiers divers dont le poids dans nos économies s'est considérablement accru, représente des prétentions sur les richesses à produire. Son développement implique une préemption croissante de la production future »⁷. Ce faisant, malgré la hausse du taux de profit enregistrée depuis les années 1980, les taux d'investissement sont en berne dans la plupart des pays de l'OCDE. Les profits en hausse ont été redistribués sous forme de dividendes. De ce fait, la part des profits attribuée aux salariés sous forme de salaires ou réinjectée sous forme d'investissements dans le développement des entreprises a diminué.

Nous avons identifié un effet potentiellement désindustrialisant de l'adoption de l'euro. Nous allons vérifier que cet effet s'est doublé d'une action de nature « financiarisante » sur certaines économies du continent. Plus précisément, il s'agit du Portugal, de la Grèce et de l'Espagne.

Dans la lignée de l'économiste américain Robert Solow, on peut tenir qu'un excès de capital par rapport aux besoins d'investissement d'une économie donnée constitue un phénomène potentiellement toxique. « Une des règles de base de l'économie politique est que le taux d'épargne doit être en équilibre avec le besoin en capital pour faire tourner l'économie. Depuis que la finance a pris le contrôle de l'économie, ce n'est plus le cas. Il y a trop d'épargne aujourd'hui, dans tous les pays développés. La crise de l'euro en est la preuve. Les

⁵ Alessandro Gasparotti, Matthias Kullas, Centre for European Policy, *L'euro a 20 ans: qui sont les perdants ? Qui sont les gagnants ? Une étude empirique*, Fribourg, mars 2019.

⁶ Alessandro Gasparotti, Matthias Kullas, op.cit, p.9.

⁷ Cédric Durand, *Le capital fictif. Comment la finance s'approprie notre avenir*, Ed. Les Prairies Ordinaires, Paris, 2015, p.7.

banques européennes, surtout en Allemagne et en France, avaient plus d'argent déposé que ce dont leurs économies avaient besoin »⁸. Cet excès d'épargne s'est traduit par un flux de prêts à destination de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal et, dans une moindre mesure, de l'Italie.

Le cas espagnol est particulièrement emblématique de ce point de vue. Pour le démontrer, nous allons scruter l'évolution de la balance courante de ce pays. Pour rappel, la balance courante renseigne sur les flux monétaires d'un pays résultant de ses échanges avec l'extérieur. Si le solde de la balance courante est négatif, le pays investit et consomme davantage qu'il ne produit de richesses.

Cette dernière présentait un léger déficit en moyenne, à hauteur de 1,79% du PIB pour la décennie des années 1990.

1990	-3,46
1991	-3,53
1992	-3,52
1993	-1,14
1994	-1,24
1995	-0,33
1996	-0,36
1997	-0,14
1998	-1,21
1999	-2,93
Moyenne	-1,79

Source : Banque Mondiale, mai 2019.

L'Espagne vit donc modérément au-dessus de ses moyens durant les années 1990. Cette situation n'avait rien d'irréversible ni de profondément inquiétant. Par la suite, l'adoption de l'euro va donner lieu à un approfondissement particulièrement spectaculaire de ce déficit.

2001	-3,95
2002	-3,24
2003	-3,5
2004	-5,25
2005	-7,38
2006	-9,01
2007	-10,07
2008	-9,61
Moyenne	-6,5

Source : Banque Mondiale, avril 2019.

De 2001 à 2008, le déficit moyen de la balance courante de l'Espagne est supérieur à 6,5% du PIB. C'est, à peu de choses près, quatre fois plus qu'au cours de la décennie précédente. Ce profond déséquilibre vis-à-vis de l'extérieur va durer jusqu'au moment où la crise de 2007-

⁸ L'Echo, opinion de Bo Dahlqvist, *Six problèmes économiques à corriger*, 3 mai 2019.

2008 va contraindre les banques françaises et allemandes à couper le robinet du crédit à destination de l'Espagne. Faute de flux financiers en provenance de l'extérieur, le pays va connaître une vigoureuse politique d'austérité. Au prix de dramatiques sacrifices sociaux, l'Espagne enregistre, d'ailleurs, une balance courante positive depuis 2012.

On s'interrogera sur l'affectation sectorielle de ces capitaux à destination de l'Espagne. Ils ont principalement alimenté une bulle spéculative dans l'immobilier. A l'issue la crise de 2007-2008, l'immobilier espagnol a littéralement implosé. Ce qui a, comme chacun le sait, plongé le pays dans une profonde crise économique. Bref, des capitaux sont entrés dans le pays et ont servi à financer la construction au détriment d'autres branches industrielles au moment où ces dernières subissaient de plein fouet les effets en retour de leur appréciation relative face aux produits allemands suite à l'adoption de l'euro. Dans le cas espagnol, les effets très relatifs car fondamentalement fictifs, comme on le verra par la suite quand on abordera le cas grec, d'enrichissement résultant d'une entrée de capitaux extérieurs ont été intégralement annulés par l'effet de désindustrialisation qui a suivi l'entrée dans l'eurozone et l'explosion de la bulle immobilière.

Nous tenons ici un début d'explication permettant de poser une hypothèse quant au supposé enrichissement de 190 euros par habitant de la Grèce suite à l'adoption de l'euro. Il faut, pour cela, comparer l'impact de l'entrée dans la zone euro en termes de désindustrialisation avec l'effet d'enrichissement fictif résultant de l'entrée de capitaux étrangers. Pour cela, on se référera à la part qu'occupent les industries manufacturières par rapport au PIB au Portugal et en Grèce.

Entre 2001 et 2008, la part occupée par l'industrie manufacturière au Portugal par rapport au PIB est passée de 15% à 11% du PIB. Pendant ce temps, la part des industries manufacturières en Grèce a fait un quasi surplace en passant de 9,5 à 8,5%⁹. De surcroît, l'impact de la crise au Portugal a été supérieur à ce qui a existé en Espagne en raison de l'absence d'une activité immobilière débridée dans le pays depuis le début des années 2000. Cela signifie que la perte de richesse, due à la désindustrialisation, n'a pas été comblée, durant ces années, par le dynamisme spéculatif du secteur immobilier. Voilà pourquoi la prospérité portugaise a été plus durement impactée qu'en Espagne.

Le niveau d'industrialisation de la Grèce était, en revanche, si bas qu'elle ne pouvait guère souffrir d'un effet d'appréciation dû à l'adoption de l'euro. Par conséquent, le financement du déficit de la balance courante peut, dans ces conditions, passer pour un enrichissement.

Pour le dire familièrement, de l'argent est entré dans les caisses de la Grèce et l'industrie ne pouvait pas tomber à un point plus bas qu'elle n'était déjà avant l'adoption de la zone euro. Cet enrichissement fut, cependant, complètement factice. Il procédait, en effet, d'un épisode de fort endettement (en 2008, le déficit de la balance courante grecque équivalait à près de 15% du PIB) suivi d'une restructuration. Cette dernière a donné lieu à une diminution des montants à rembourser de l'ordre de 107 milliards d'euros mais l'austérité qui a suivi a atomisé le PIB grec et, par la suite, contribué à augmenter le poids relatif de la dette. C'est au prix de nombreux oublis de ce type, mais complètement inhérents à une méthode d'évaluation strictement statistique, que l'on peut estimer que la Grèce s'est (fictivement) enrichie depuis 2001. Il s'agit là, bien sûr, d'un biais de taille...

⁹ Banque Mondiale, mars 2019.